



## **SOLEA**

430 Rue de la Gare  
Résidence Domaine de la Vanille Appt 20  
97440 Saint-André  
0262 30 78 95

[cadrion@kheopsdeveloppement.com](mailto:cadrion@kheopsdeveloppement.com)

# **MANDAT DE GERANCE**

Mandat n°\_\_\_\_

# MANDAT DE GERANCE N° \_\_\_\_\_

(Art. 1984 et suivants du Code civil, loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et décret d'application n° 72-678 du 20 juillet 1972)

## ENTRE LES SOUSSIGNÉS

### 1. Le Mandant

Nom : _____	Nom : _____
Prénom : _____	Prénom : _____
Date de naissance : _____ Lieu de naissance : _____	Date de naissance : _____ Lieu de naissance : _____
Numéro de téléphone : _____	Numéro de téléphone : _____
Adresse mail : _____	Adresse mail : _____
Adresse postale : _____	

Ci-après "le MANDANT", d'une part,

### 2. Le Mandataire

SOLEA , ci-après désignée "l'Agence" ou "le Mandataire", nom commercial de KHEOPS DEVELOPPEMENT IMMOBILIER , SARL au capital de 450 euros, dont le siège social est situé 64 lotissement Mobolo 97470 Saint Benoît , immatriculée au RCS SAINT-DENIS sous le n° 513 188 573 , titulaire de la carte professionnelle portant la mention Gestion Immobilière n° CPI 9741 2017 000 021 173 délivrée par CCI de la Réunion , représentée par Christian TECHER Représentant Légal , dument habilité(e) à l'effet des présentes, DECLARANT NE POUVOIR NI RECEVOIR NI DETENIR D'AUTRES FONDS, EFFETS OU VALEURS QUE CEUX REPRESENTATIFS DE SA REMUNERATION Titulaire d'une assurance en responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA ENTREPRISE sous le numéro de police 513 188 573,

N'ayant aucun lien capitalistique ou juridique avec une banque ou une société financière,

Adhérent de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM), ayant le titre professionnel d'AGENT IMMOBILIER obtenu en France dont l'activité est régie par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 (dite « loi Huguette ») et son décret d'application n° 72 678 du 20 juillet 1972 (consultables en français sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)), et soumis au code d'éthique et de déontologie de la FNAIM intégrant les règles de déontologie fixées par le décret n° 2015 1090 du 28 août 2015 (consultable en français sur [www.fnaim.fr](http://www.fnaim.fr))

Ci-après "le MANDATAIRE" ou "l'Agence", d'autre part,

## IL A ÉTÉ FAIT ET CONVENU CE QUI SUIT

Le MANDANT confère par les présentes au MANDATAIRE, qui l'accepte, le mandat d'administrer les biens désignés ci-après.

### 3. Désignation

Un appartement compris dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété tel que défini par la loi du 10 juillet 1965, situé au 110 Rue Roger PAYET – 97438 SAINTE MARIE

- Etage(s) : \_\_\_\_\_
- Surface habitable : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>
- Nombre de pièces principales : \_\_\_\_\_
- Date ou période de construction : \_\_\_\_\_
- Autres parties du logement : \_\_\_\_\_
- Eléments d'équipements du logement : \_\_\_\_\_
- Locaux et équipements accessoires de l'immeuble à usage privatif du locataire : \_\_\_\_\_

### 4. Usage

Les biens sont destinés à un usage exclusif d'habitation.

Le mandant s'oblige à faire connaître par écrit au mandataire s'il existe des sujétions particulières, notamment d'ordre réglementaire, concernant le(s) bien(s) géré(s) (limitation à la fixation du loyer, plafond de ressources, etc.).

En outre, le mandant déclare, sous sa responsabilité, ne faire l'objet, d'aucune mesure de protection de la personne (curatelle, tutelle...) ni d'aucune procédure collective, et notamment de redressement ou de liquidation judiciaires, et que les biens, objet d

présent mandat, ne font l'objet d'aucune procédure de saisie immobilière.

Si les biens ci-dessus désignés sont vacants lors de la signature, les conditions de leur location figurent en annexe au présent mandat.

Le mandant s'oblige également à faire connaître au mandataire toute modification se rapportant à la propriété du bien (démembrement, usufruit, etc.) intervenant au cours du présent mandat.

En outre, le mandant déclare qu'à sa connaissance les biens, objet des présentes, n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, visés à l'article L. 125 2, ou technologiques, visés à l'article L. 128 2 du code des assurances.

## 5. Mission - Pouvoirs

En conséquence du présent mandat, le mandant autorise expressément le mandataire à accomplir, pour son compte et en son nom, tous actes d'administration notamment :

### LOCATION ET RELOCATION DU BIEN :

- Rechercher des locataires, louer et relouer le(s) bien(s) après avoir avisé le mandant de la vacance du ou des bien(s), renouveler les baux, aux prix, charges et conditions prévus soit en annexe au présent mandat, soit dans un mandat de location ;
- Se substituer tout professionnel de son choix, faire appel à tout concours et faire tout ce qu'il jugera utile en vue de procéder à la recherche de locataires et de mener à bonne fin la conclusion de la location des biens sus désignés ;
- Faire tout ce qu'il jugera utile pour parvenir à la location ou à la relocation.

En conséquence du présent mandat, le mandataire diffusera l'annonce commerciale des biens objet du présent mandat au moyen de :

- **affichage sur place quand cela est possible et autorisé**
- **diffusion internet sur les sites spécialisés**
- **sur les réseaux sociaux adaptés**

- Rédiger tous engagements exclusifs de réservation, baux, avenants – ou leurs renouvellements – les signer à l'exception de ceux qualifiés d'actes de disposition (baux commerciaux, ruraux...) ;
- Aux termes d'un mandat spécial, donner et accepter tous congés ;
- Dresser ou faire dresser tous constats d'état des lieux. A cet effet, le mandant autorise le mandataire à se substituer tout professionnel de son choix.

Si le présent mandat porte sur des biens dont la location est soumise au statut des baux commerciaux ou ruraux ou à tout autre statut en vertu duquel la conclusion ou le renouvellement du contrat est qualifié d'acte de disposition, le mandataire ne pourra relouer ou donner congé aux fins d'offre de renouvellement sans avoir, au préalable, avisé le mandant et obtenu son accord exprès en ce qui concerne les conditions essentielles du nouveau contrat, notamment le montant du nouveau loyer proposé. Il en est de même pour les conditions essentielles nécessaires à l'acte de refus de renouvellement.

Il est ici expressément convenu que si le mandant décide de ne pas relouer les locaux objet des présentes, il deviendra gardien juridique desdits locaux dès qu'il sera informé de leur libération et au plus tard à l'expiration du délai de préavis du locataire.

### GESTION DES LOYERS :

- Encaisser, percevoir tous loyers, charges, dépôts de garantie (dépôts dont le mandataire demeurera détenteur), indemnités d'occupation et d'assurances, provisions et plus généralement toute somme ou valeur relative au(x) bien(s) géré(s) ;
- Donner quittance, reçu et décharge, et corrélativement donner mainlevée de toute saisie, opposition et cautionnement ;
- Procéder à tous règlements dans le cadre de la même administration et notamment payer, sur demande expresse du mandant et dans la limite du solde de son compte, les charges de copropriété, acquitter sur demande expresse du mandant les sommes dues au titre des impositions et taxes, les récupérer éventuellement auprès des locataires ;
- Procéder à la révision des loyers.

## PROCÉDURES DE RECOUVREMENT :

En cas de difficulté ou à défaut de paiement du locataire, le mandant donne mandat exprès au mandataire qui l'accepte, de diligenter tant en demande qu'en défense toutes saisies, actions judiciaires, tous commandements, sommations, assignations et citations devant tous tribunaux et toutes commissions administratives, se concilier ou requérir jugements, les faire signifier et exécuter, se faire remettre tous les titres ou pièces. Le mandataire ne peut représenter le mandant devant le tribunal d'instance et la juridiction de proximité en vertu des dispositions de l'article 828 du code de procédure civile. En cas de déclaration de créances, le mandataire devra détenir un mandat spécial.

Tous frais et débours générés par un incident de paiement ou plus généralement générés dans le cadre de l'exécution du présent mandat seront supportés par le mandant.

## GESTION DES TRAVAUX :

- Faire exécuter toutes réparations incombant au mandant dont le montant ne dépasse pas 40 ( quarante ) % du loyer mensuel ou                                      mois de loyer (le loyer mensuel est celui en vigueur au jour des travaux) et celles plus importantes mais URGENTES, en aviser rapidement le mandant ; prendre toutes mesures conservatoires ;
- Pour tous les autres travaux, hors travaux de construction, de reconstruction et ceux de l'article 606 du Code civil, les faire exécuter après accord écrit du mandant ;
- S'adjoindre le concours d'un maître d'œuvre ou d'un technicien, si le mandataire le juge nécessaire et après accord écrit du mandant ;
- En régler les factures dans la limite des fonds disponibles.

## ENGAGEMENT DE NON-DISCRIMINATION :

Il est ici rappelé que constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes en raison de leurs origine, sexe, situation de famille, grossesse, apparence physique, particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, patronyme, lieu de résidence, état de santé, perte d'autonomie, handicap, caractéristiques génétiques, mœurs, orientation sexuelle, identité de genre, âge, opinions politiques, activités syndicales, capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Le mandataire informe le mandant que toute discrimination commise à l'égard d'une personne est ainsi punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (article 225 2 du code pénal).

En conséquence, les parties prennent l'engagement exprès de n'opposer à un candidat à la location des présents biens aucun refus fondé sur un motif discriminatoire au sens de l'article 225 1 du code pénal.

Par ailleurs, le mandant s'interdit expressément de donner au mandataire des directives et consignes, verbales ou écrites, tendant à refuser la location pour des motifs discriminatoires au sens de l'article 225-1 du code pénal.

## ASSURANCES :

- À la demande du mandant, souscrire, signer ou résilier tout contrat d'assurance relevant de la gestion courante du bien ou encore de sa protection, mettre en œuvre les garanties accordées par le contrat ;
- À cet effet, faire toute déclaration de sinistre, en assurer la gestion et en percevoir toutes indemnités versées par les compagnies d'assurance.

## AUTRES DISPOSITIONS - Le mandant autorise expressément le mandataire à :

- Établir ou faire établir aux frais du mandant tous les diagnostics obligatoires ainsi que tous documents indispensables à l'information du locataire ;
- Embaucher et congédier le personnel d'entretien et de gardiennage, fixer les salaires et les conditions de travail ;
- Sur demande expresse du mandant, le représenter ou le faire représenter aux assemblées générales des copropriétaires dans la mesure où le mandataire n'assume pas les fonctions de syndic de la copropriété dont dépend(ent) le(s) bien(s) géré(s) ; le représenter auprès des associations de locataires ;
- Donner, sur demande du mandant, tous les éléments pour la déclaration annuelle de ses revenus fonciers, la déclaration de TVA, et le cas échéant, les éléments servant à la détermination de la contribution sur les revenus locatifs (CRL) ;
- Rédiger et remplir toute demande de subvention notamment auprès de l'Anah après en avoir reçu mandat spécial par le mandant ;
- Représenter le mandant devant tous organismes publics ou privés, déposer et signer toutes pièces, engagements, solliciter la délivrance de toutes attestations, documents administratifs ou autres, le tout relativement au bien géré ;
- En outre, le mandant autorise expressément le mandataire à passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile et généralement faire tout ce qu'il jugera convenable aux intérêts du mandant.

Si le bien objet du mandat est à usage d'habitation principale ou mixte et est situé dans une zone d'encadrement des loyers, le mandant est informé que le mandataire est tenu de communiquer à l'observatoire local des loyers compétent les informations relatives au logement et au contrat de location (article 5 II de la loi n° 89 462 du 6 juillet 1989 modifiée).

## MISE EN VENTE DU BIEN GÉRÉ :

Sans préjudice des pouvoirs ci-dessus conférés au mandataire :

Si le présent mandat porte sur des biens dont la location est soumise au statut des baux d'habitation issu de la loi n° 89 462 du 6 juillet 1989, le mandant qui souhaite donner congé pour vente devra préalablement mandater de façon expresse le mandataire à cet effet.

Il en sera de même en cas de notification de préemption dans le cadre de l'article 10 de la loi n° 75 1351 du 31 décembre 1975, ou dans le cadre d'un pacte de préférence.

Dans l'un et l'autre cas, le mandat devra préciser le prix et les conditions de la vente projetée, lesquels seront reproduits dans le congé valant offre de vente ou la notification par l'article 10 de la loi de 1975 susvisée et les textes pris pour son application.

En cas de mise en vente du bien géré et dans l'hypothèse où la transaction n'est pas confiée au mandataire, le mandant s'oblige à informer ce dernier dans un délai maximum de quinze jours de la mise en vente.

Il est précisé que le présent mandat confère au mandataire une obligation de moyens et non de résultat.

## 6. Honoraires

A l'exception des honoraires de location ou de relocation qui auront pu être prévus, le mandataire informera le mandant de l'évolution éventuelle de ses honoraires. Ces nouveaux tarifs devront faire l'objet d'un avenant au présent mandat.

### 6.1. Honoraires de gestion courante

Le mandataire aura droit à une rémunération à la charge du mandant fixée à \_\_\_\_\_ % HT, soit \_\_\_\_\_ % TTC au taux actuel de la TVA de 8.5 %, étant précisé que ce taux est susceptible de modification conformément à la réglementation fiscale.

Cette rémunération est calculée sur la base de \_\_\_\_\_.

### 6.2. Honoraires complémentaires

En sus de cette rémunération, le mandataire aura droit :

#### 6.2.1. - En cas de location ou de relocation :

##### 6.2.1.1. - Pour les baux soumis aux dispositions de la loi n° 89 462 du 6 juillet 1989 :

Lorsque la location aura été effectivement conclue, la rémunération du mandataire deviendra immédiatement exigible, à l'exception des honoraires de réalisation de l'état des lieux qui ne seront dus qu'à compter de la réalisation de cette prestation.

Le mandataire aura droit aux honoraires TTC suivants, établis selon le tarif de son cabinet et détaillés s'il y a lieu sur la facture à établir :

Honoraires TTC au taux actuel de la TVA de 8.5 % à la charge du BAILLEUR :

- Honoraires d'entremise et de négociation : 1 € TTC

- Honoraires de visite, de constitution du dossier du locataire et de rédaction de bail : 8 € TTC

- Honoraires de réalisation de l'état des lieux : 3 € TTC

Honoraires TTC au taux actuel de la TVA de 8.5 % à la charge du LOCATAIRE :

- Honoraires de visite, de constitution du dossier du locataire et de rédaction de bail : 8 € TTC

- Honoraires de réalisation de l'état des lieux : 3 € TTC

Ces honoraires seront automatiquement révisés chaque année au 1er janvier en fonction de la variation annuelle du dernier indice de référence des loyers (IRL) publié et dans les conditions prévues à l'article 3 du décret n° 2014-890 du 1er août 2014.

##### 6.2.1.2. - Pour les autres baux :

Lorsque la location aura été effectivement conclue, la rémunération du mandataire deviendra immédiatement exigible.

Le mandataire aura droit aux honoraires suivants, établis selon le tarif de son cabinet et détaillés s'il y a lieu sur la facture à établir, d'un montant de \_\_\_\_\_ € HT, soit \_\_\_\_\_ € TTC au taux actuel de la TVA de 8.5 %, étant précisé que ce taux est susceptible de modification conformément à la réglementation fiscale.

Cette rémunération sera à la charge \_\_\_\_\_.

#### 6.2.2. - En cas de constitution par le mandataire de dossier de contentieux ou de sinistre :

SANS OBJET.

#### 6.2.3. - Honoraires pour la gestion des contrats d'assurance :

SANS OBJET.

## 7. Reddition des comptes

Dans le respect des dispositions de l'article 66 du décret du 20 juillet 1972, le mandataire rendra compte en adressant par lettre simple, un rapport de gérance faisant état de tout ce qu'il aura reçu et dépensé.

Ce rapport sera adressé au mandant tous les mois. Si le mandant souhaite un acompte, ce dernier sera versé tous les \_\_\_\_\_. L'acompte représentera \_\_\_\_\_ % des sommes encaissées sur la période \_\_\_\_\_.

Les comptes seront soldés, déduction faite des frais, honoraires et avances occasionnées pour l'exécution du présent mandat.

## 8. Durée

Le présent mandat, qui prendra effet le jour de sa signature par l'ensemble des parties, est donné pour une durée ferme de \_\_\_\_\_ années au terme de laquelle il prendra automatiquement fin.

## 9. Résiliation

L'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au présent mandat à chaque date anniversaire à condition d'en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en respectant un préavis de trois mois. Le point de départ de ce préavis court à compter de la réception de la lettre recommandée.

Par dérogation expresse aux dispositions de l'article 2003 du Code civil, le décès du mandant n'emportera pas la résiliation de plein droit du mandat qui se poursuivra avec les ayants droit du mandant, fussent-ils mineurs ou autrement incapables.

## 10. Garantie financière - Responsabilité civile professionnelle - Compte bancaire

Le mandataire bénéficie d'une garantie financière dont le montant est affiché dans ses locaux ainsi que d'une assurance couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle.

Les fonds détenus dans le cadre de son mandat seront versés au compte courant bancaire - ou postal - ouvert au nom du mandataire et seront garantis pour leur montant.

Les éventuels produits financiers versés au titulaire du compte lui resteront acquis, les honoraires tenant expressément compte de cette disposition.

## 11. Protection des données personnelles du Mandant

Vos données personnelles collectées dans le cadre du présent mandat font l'objet d'un traitement nécessaire à son exécution. Elles sont susceptibles d'être utilisées dans le cadre de l'application de réglementations comme celle relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Vos données personnelles sont conservées pendant toute la durée de l'exécution du présent mandat, augmentée des délais légaux de prescription applicable.

Elles sont destinées au service \_\_\_\_\_.

Pour la réalisation de la finalité des présentes, vos données sont, le cas échéant, susceptibles d'être transmises, notamment :

- Au(x) diagnostiqueur(s) chargé(s) des diagnostics obligatoires ;
- Aux prestataires de la signature électronique et de la lettre recommandée électronique ;
- À l'observatoire local des loyers et l'ANIL ;
- Aux services d'autorisation ou de déclaration préalable de mise en location ;
- À notre assureur RCP, à l'huissier et à l'avocat en cas de procédures ;
- Aux organismes privés ou publics en cas de demandes de subventions.

Il est précisé que dans le cadre de l'exécution de leurs prestations, les tiers limitativement énumérés ci-avant n'ont qu'un accès limité aux données et ont l'obligation de les utiliser en conformité avec les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles.

Conformément à la loi informatique et libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition et de portabilité de vos données en vous adressant à \_\_\_\_\_ ou un courrier à l'adresse de l'Agence indiquée en tête des présentes.

Toute réclamation pourra être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

Dans le cas où des coordonnées téléphoniques ont été recueillies, vous êtes informé(e)(s) de la faculté de vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique prévue en faveur des consommateurs (article L. 223-1 du code de la consommation).

## 12. Médiation de la consommation - Règlement amiable des litiges

Le MANDANT est informé qu'il a la possibilité de saisir le Département Qualité de la FNAIM à l'adresse suivante : FNAIM- Département Qualité 129 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris ou la chambre syndicale FNAIM départementale.

### DATE ET SIGNATURES

---

Fait le \_\_\_\_\_ dans les locaux de l'Agence en \_\_\_\_\_ exemplaires, dont l'un est remis au MANDANT qui le reconnaît et l'autre conservé par le MANDATAIRE.

Mot(s) rayé(s) nul(s) : \_\_\_\_\_

Chiffre(s) rayé(s) nul(s) : \_\_\_\_\_

POUR LE MANDATAIRE

*"Lu et approuvé - Mandat accepté"*

POUR LE MANDANT

*"Lu et approuvé - Bon pour mandat"*

# COMMUNICATION DES INFORMATIONS PRECONTRACTUELLES AU CONSOMMATEUR

En application des articles L. 111-1 et s. du Code de la consommation, le professionnel prestataire de services avec lequel vous entrez en relation vous informe.

## L'Agence

L'Agence SOLEA est située 450 RUE DE LA GARE, APT 20, 97440 SAINT ANDRE.

Vous pouvez la contacter par téléphone 02 62 30 78 95 et par mail [cango@kheopsdeveloppement.com](mailto:cango@kheopsdeveloppement.com).

L'Agence est exploitée par la Société SOLEA, SARL au capital de 450 €, dont le siège social est situé 64 Lotissement Mombolo 97470 Saint-Benoît. Elle est immatriculée au RCS de Saint-Denis n° 513 188 573.

Titulaire de la carte professionnelle Gestion Immobilière n° CPI 9741 2017 000 021 173 délivrée par la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Denis (La Réunion / France).

Cette carte porte la mention "Non-détention de fonds" et "Absence de garantie financière", l'Agence NE POUVANT NI RECEVOIR NI DETENIR D'AUTRES FONDS, EFFETS OU VALEURS QUE CEUX REPRESENTATIFS DE SA REMUNERATION dans le cadre de son activité de transaction.

Elle est assurée en responsabilité civile professionnelle par MMA ENTREPRISE ( \_\_\_\_\_ ) pour le territoire français.

L'Agence est assujettie à la TVA et identifiée sous le n° \_\_\_\_\_.

Adhérent de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM), ayant le titre professionnel de Agent immobilier obtenu en France dont l'activité est régie par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 (dite « loi Hoguet ») et son décret d'application n° 72 678 du 20 juillet 1972 (consultables en français sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)), et soumis au code d'éthique et de déontologie de la FNAIM intégrant les règles de déontologie fixées par le décret n° 2015 1090 du 28 août 2015 (consultable en français sur [www.fnaim.fr](http://www.fnaim.fr))

## Caractéristiques essentielles du service et modalités d'exécution :

En signant un MANDAT DE GESTION, vous confierez à notre agence la gestion locative de votre bien immobilier.

Le MANDAT DE GESTION sera consenti pour une durée convenue.

Dans le cadre de son MANDAT DE GESTION, l'agence s'engagera à réaliser, au titre de la gestion courante, différentes démarches et, notamment la gestion et recouvrement des loyers, la gestion des travaux selon les termes convenus et la relocation en cas de changement de locataire.

L'agence vous rendra régulièrement compte de ses actions et démarches et transmettra un état détaillé des sommes perçues et dépensées.

L'agence pourra aussi vous proposer des prestations particulières, excédant la gestion courante, dont la réalisation ne pourra résulter que d'instructions spécifiques de votre part.

En contrepartie de l'exécution de sa mission, l'agence percevra une rémunération dont le montant est fixé conformément au barème de ses prestations affiché dans l'agence et dans sa vitrine, barème que notre agence tient à votre disposition.

## Loi applicable - Règlement des litiges

Le mandat sera soumis à la loi française et, en cas de litige, le juge compétent sera désigné conformément aux règles de procédure applicables.

Pour tout litige afférent à l'exécution du mandat, vous pourrez, si vous êtes un « consommateur » au sens de l'article préliminaire du code de la consommation. En cas de différend, vous pourrez saisir notre médiateur de la consommation, \_\_\_\_\_, soit par courrier postal ( \_\_\_\_\_ ), soit par voie électronique ( \_\_\_\_\_ ).

Dans l'hypothèse où vous n'auriez pas la qualité de consommateur, vous aurez la possibilité de saisir le Département Qualité de la FNAIM (FNAIM-Département Qualité 129 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris) ou la chambre syndicale FNAIM départementale.

## Signature(s)

Reconnaissant avoir reçu de l'agence le présent document d'information préalablement à la conclusion de tout mandat. Prénom(s) et nom(s) : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_